



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium 77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 12/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIBELCO France

2 rue de Foljuif
77140 Saint-Pierre-Lès-Nemours

Références : E26/0860
Code AIOT : 0006500137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement SIBELCO France implanté Le Bois de la Justice 77780 Bourron-Marlotte. L'inspection a été annoncée le 01/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO France
- Le Bois de la Justice 77780 Bourron-Marlotte
- Code AIOT : 0006500137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 2021-07/DCSE/BPE/M du 15 avril 2021, la société SIBELCO France est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables industriels et de grès, d'une superficie totale de 95 ha 09 a 24, sur le territoire de la commune de Bourron-Marlotte, au lieu-dit « Le Bois de la Justice ». Cette autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 20 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en défens	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.5	Demande d'action corrective	3 mois
6	Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 6.5.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accès	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.4	Sans objet
3	Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 8.1	Sans objet
4	Information du public	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.1	Sans objet
5	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 7.1 > 7.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en défens de certaines zones de la carrière est à refaire de manière plus efficace.
L'exploitant doit effectuer la mesure de bruit et d'émergence de la carrière et transmettre les résultats à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en défens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en défens
Prescription contrôlée : L'exploitant met en défens les zones de Epipactis brun rouge et de Spargoute printanière reportées sur la carte située après la page 179 de l'étude d'impact.
Constats : L'exploitant a mis en place des piquets et du grillage avertisseur. Cependant l'inspection a constaté sur site que la mise en défens est hors d'usage. Le grillage avertisseur ne tient pas en place. L'exploitant a indiqué vouloir mettre en place un autre moyen de protection plus robuste.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit rétablir la mise en défens de zones concernant l'Epipactis brun rouge et la Spargoute printanière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, accès
Prescription contrôlée : Le débouché du site sur la voirie publique est signalé et aménagé pour ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Les aménagements de l'accès à la voirie publique font l'objet d'un accord entre le service gestionnaire de celle-ci et l'exploitant. Des panneaux de signalisation de type A14 avec mention « sortie de carrière » sont implantés de part et d'autre du débouché de l'accès. La voie d'accès à la carrière est goudronnée jusqu'au débouché sur la voie publique.
Constats : Il a bien été constaté la présence de la signalisation sur la voie publique aux abords de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties Financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Garanties financières
Prescription contrôlée : Période 1 : S1< 4ha 22a 80ca S2< 28ha 08a 40ca S3< 2ha 78a 40ca
Constats : Le plan de situation 2025 mentionne des valeurs de S1, S2 et S3 inférieures aux valeurs de références. Les garanties financières sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : A l'entrée de la carrière, un panneau fait référence aux informations relatives à la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 7.1 > 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : L'accès au site est contrôlé. L'entrée de la carrière est munie d'une barrière en interdisant l'accès et une clôture efficace est en place. Le danger est signalé par des pancartes sur les chemins d'accès et à proximité des zones clôturées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 6.5.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Bruit
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée aux frais de l'exploitant tous les ans de préférence lors d'une campagne de concassage. [...] Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1 ^{er} février de l'année suivant le contrôle et immédiatement en cas d'anomalie. En cas de dépassements constatés, les résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : La mesure du niveau de bruit et de l'émergence n'a pas été effectuée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit effectuer les différents contrôles et transmettre dès réception les résultats à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois